

Le Journal des décideurs

L'économiste

du Bénin

AGI
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en baisse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Financement climatique

83,3 milliards USD seulement en 2020

Le financement climatique fourni et mobilisé par les pays développés pour l'action climatique dans les pays en développement a atteint 83,3 milliards USD en 2020, selon une nouvelle analyse ... • (Page 04)

Ukraine

Le Cargo Razoni ni vu au Liban ni aperçu en Afrique

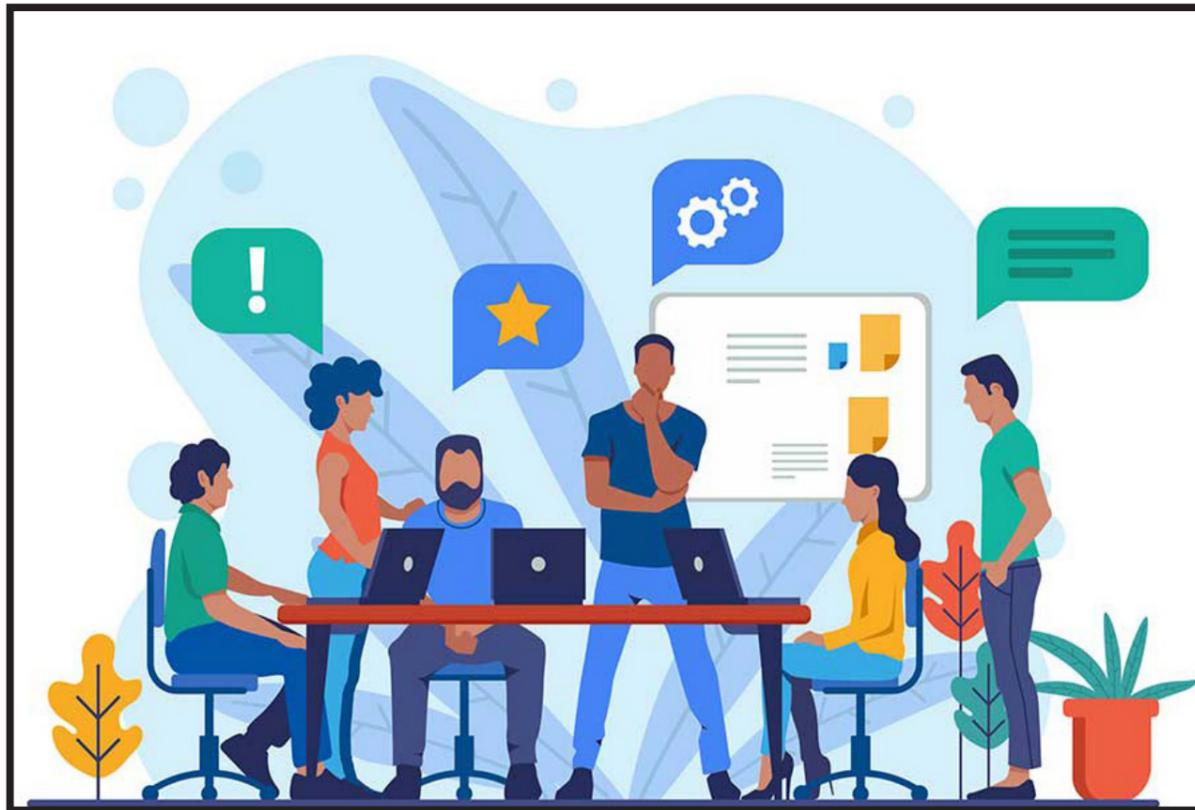
Une photo solennelle prise le 1er août sous les clichés des caméras du monde entier et une cause humanitaire mise ... • (Page 06)



Promotion de l'innovation technologique au Bénin

• (Page 03)

Le concours « Moov Africa Startup Challenge 2022 » lancé



Compétitivité du secteur bancaire africain

• (Page 10)

BCEAO-COFEB et HEC PARIS forment les cadres financiers

Paiements électroniques au Bénin

Plus de 6 millions de comptes associés aux services financiers mobiles

Selon le rapport d'activités 2021 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et de la Poste ... • (Page 11)

Démarche qualité avec la CCI-Bénin

Normat services S.A, 1^{ère} entreprise de minage certifiée ISO 9001-2015

Normat Services S.A, entreprise spécialisée dans les travaux de minage vient d'être agréée à la ... • (Page 02)

Trafic mondial de drogues

L'Afrique de l'Ouest, plaque tournante avec des records de saisies

La vulnérabilité de l'Afrique de l'Ouest face au trafic de drogue s'est accentuée ces dernières années. Située à la croisée de plusieurs routes très utilisées par les narcotrafiquants ... • (Page 11)

Visite de Nancy Pelosi à Taïwan

Les 03 erreurs des USA, selon le ministre des affaires étrangères chinois

La visite de Nancy Pelosi à Taïwan continue de faire sa vague de mécontentement. En visite au Bangladesh le dimanche 07 août 2022, Wang Yi ... • (Page 04)

Taux de change du Fcfa XOF offert par

L'économiste

Devises étrangères	Dollar (Usd)	Euro	Livre Sterling	Naïra	Cedi	Rand	Yen	Yuan	Dirham (Aed)	Roupie (Inr)
FCfa (XOF)	652.73	655.95	775.87	1.57	80.69	38.18	4.7	97.15	177.73	8.2

Accompagnement à la démarche qualité avec la CCI-Bénin

Normat services S.A, 1ère entreprise de minage certifiée ISO 9001-2015

Normat Services S.A, entreprise spécialisée dans les travaux de minage vient d'être agréée à la norme qualité management ISO 9001 version 2015. C'est le résultat du management qualité au sein de l'entreprise. La remise de ladite certification a eu lieu hier mardi 09 août 2022 à Cotonou en présence du Vice-président de la CCI-Bénin, Casimir Migan, du Directeur de l'OBRMG et plusieurs autres invités, clients, partenaires et personnels.

• Bidossessi WANOU

Sur un lot de 20 entreprises engagées sur la voie de la démarche qualité avec l'accompagnement de la Chambre de commerce et d'industrie du Bénin (CCI-Bénin), elle vient, en premier, de réaliser le rêve. Une première également dans le secteur minier au Bénin. Normat Services S.A, filiale d'EPC vient d'être certifiée ISO 9001-2015 dans la démarche qualité management. Selon le Directeur général de Normat services S.A, Narcisse Zola, c'est le fruit d'un dur labeur avec toute l'équipe qui a participé à l'atteinte de ce résultat et à laquelle le Dg a décerné son satisfécit. Il n'a cependant pas perdu de vue le défi de travailler pour mériter longtemps cette confiance. « Cette certification nous engage à bien faire. Cela représente pour nous un défi parce qu'être certifié quelques temps et perdre sa certification, c'est un déshonneur. Ce qui nous incombe aujourd'hui, c'est l'engagement à maintenir ce cap, comment faire pour maintenir le niveau de service qui nous a permis d'obtenir cette certification ». A cet effet, « Nous devons maintenir le niveau de qualité des prestations à nos clients et partenaires », a confié Narcisse Zola qui a salué l'appui de la CCI-Bénin : « C'est eux qui nous ont mis le pied à l'étrier, c'est eux qui nous ont sélectionné pour participer à une première formation de sensibilisation », a-t-il témoigné. Présent à la remise de la certification, Casimir Migan, Vice-président de la CCI-Bénin, a rappelé les motivations



• Remise de la certification

de cette initiative et salué l'engagement de Normat Services S.A et son DG qui ont été jusqu'au bout et ce, en premier. « La poursuite du processus jusqu'à la certification a été l'œuvre intrinsèque et la seule volonté de monsieur Narcisse Zola. Je fais ce rappel pour saluer l'engagement de ce monsieur qui à ce jour, est le seul chef d'entreprise sur la vingtaine que l'institution consulaire a accompagnée à la démarche qualité en 2021 à avoir décidé de poursuivre sur fonds propre le processus qui s'est soldé par la certification à la norme ISO 9001 version 2015 de son entreprise », a témoigné le VP-CCI-Bénin. Selon ce dernier, « une telle posture d'un chef d'entreprise est révélatrice de l'importance de l'intégration de la démarche qualité dans tous les process de l'entreprise aux fins d'une optimisation de sa compétitivité ». En reconnaissant la difficulté du parcours, le directeur de l'Office Béninois de Recherches Géologiques et Minières (OBRMG) Allassane Osseni a lui aussi salué ce choix de Normat Services S.A et le professionnalisme dont il fait preuve à tout point de vue. « Etre certifié ISO 9001-

2015 est une preuve de votre détermination à maintenir constant les standards en matière de professionnalisme et garantir la confiance de vos clients et partenaires à divers niveaux », a déclaré le DG- OBRGM. Il a ensuite rassuré l'entreprise récipiendaire de l'accompagnement de l'OBRGM. Pour finir, Casimir Migan a invité les autres entreprises à emboîter le pas à Normat Services S.A. Il faut souligner qu'en devenant le premier certifié ISO dans son domaine, Normat Services S.A parvient à s'imposer dans son domaine d'activités, le minage où il lui est plus aisé d'accéder à de nombreuses autres opportunités sur le marché international notamment dans les appels d'offres.

La certification ISO 9001-2015 en bref

L'ISO 9001 version 2015 est une des normes internationales de management de la Qualité. Elle s'appuie sur les exigences que sont le contexte de l'organisme (l'entreprise et son contexte), les besoins et attentes des parties intéressées, le domaine d'application du système de management de la qualité, le système de management de la qualité et processus associés. Elle permet de réduire les coûts de production, améliorer les pratiques d'achat, se préoccuper du bien-être de ses salariés, mais aussi écouter et répondre aux parties intéressées externes. L'usage de la norme ISO est un moyen de définir des objectifs concrets à tous les niveaux pour répondre aux attentes des clients qu'ils soient externes ou internes.



AUX DECIDEURS...

De l'oxygène pour le Trésor en novembre

Lorsque l'international journaliste Alain Foka s'obstine à soutenir que les élections en Afrique sont très onéreuses, il n'y a qu'à considérer l'exemple du Bénin pour s'en convaincre. Dans le cadre du renouvellement du parlement unicaméral, comptant désormais 109 députés aux termes de l'article 144 du Code électoral, les seuils des frais de campagne par candidat titulaire ont été revalorisés. Ainsi, l'article 173 dispose : « le montant du cautionnement à verser par candidat titulaire aux élections législatives est de 5% du montant maximum autorisé pour la campagne électorale ». L'article 97 du Code électoral fixe ce montant à 30.000.000F CFA. Les 5% du cautionnement sur les 30.000.000F donnent 1,5 million par candidat titulaire. Ainsi pour la liste des 109 candidats titulaires aux élections législatives, chaque parti politique devra déboursier 1,5 million x 109. Le résultat donne 163,5 millions de francs CFA pour le cautionnement par liste de candidatures. Le nombre de partis politiques légalement constitués est de 16. En supposant qu'une dizaine de partis politiques participeront à cette élection du 8 janvier 2023, le trésor public encaissera 1.635.000.000FCFA.

D'après l'article 168 du Code électoral, « Cinquante (50) jours avant l'ouverture de la campagne électorale, les candidats titulaires et suppléants présentent une déclaration en double exemplaire, revêtue de leurs signatures et portant l'engagement que tous les candidats et leurs suppléants remplissent les conditions d'éligibilité prévues au titre II du présent livre ». Le dossier ainsi constitué n'est recevable par la CENA que s'il comporte entre autres et selon l'article 41 du Code électoral, la « quittance de versement, au Trésor public, du cautionnement prévu pour l'élection concernée. » Et 50 jours avant l'ouverture de la campagne électorale affiche le 3 novembre 2022. Ce cautionnement représente une bouffée d'oxygène pour le trésor public lorsqu'on sait qu'en fin d'année, les caisses de l'Etat sont tendues.

Dans le précédent Code électoral, chaque candidat titulaire aux élections législatives devrait payer 100.000F CFA pour le cautionnement, soit 8,300 millions de francs CFA pour la liste. Aujourd'hui qu'il faut payer 1,5 million de francs de cautionnement par candidat, cela représente 15 fois le montant du cautionnement par candidat comparativement aux élections de 2015 et 2019. Pour les partis politiques qui ne bénéficient pas encore du financement public, alors qu'ils remplissent l'essentiel des conditions, c'est de la mer à boire. Ils doivent faire preuve de beaucoup d'ingéniosité en privilégiant les dépenses les plus utiles. Car, il leur sera difficile dans une compétition où l'argent règne légalement en maître de rivaliser avec les autres partis qui profitent de la manne publique.

Après les cautionnements, l'économie sera dynamisée avec les autres dépenses électorales dont le plafond pour chaque candidat titulaire est de 30.000.000 FCFA. Mais la perspective d'une dynamique accrue de l'économie béninoise entre décembre 2022 et janvier 2023 dépendra aussi de la large participation aux élections des partis qui le désirent et qui remplissent les conditions. Car, par liste de candidatures, chaque parti déboursera théoriquement plus de 5 milliards de francs ; soit une cinquantaine de milliards de francs pour une participation étendue à 10 partis politiques.

Il est à souligner qu'en plus de ces fonds émanant des partis politiques qui participent au financement des dépenses électorales conformément aux dispositions du Code électoral, l'Etat, dans son rôle régalién financera les dépenses liées à la confection des listes électorales, à la sécurité du scrutin, aux frais de mission des personnels électoraux...

Jean-Claude KOUAGOU

Eco secret

Zimbabwe : L'inflation culmine à 259 %

Le taux directeur de la Banque Centrale a franchi allègrement les 200% et le dollar zimbabwéen a perdu 72% de sa valeur avec le dollar en 7 mois. [1 USD = 361,9 ZWD] Le Zimbabwe voit son taux d'inflation culminer à 256,9% en juillet contre 191,6% en juin. L'ex Rhodésie du Sud libéré de l'Apartheid par Robert Mugabe au début des années 80 s'enfoncé de nouveau dans un triste rôle taillé sur mesure de pays détenant la plus forte inflation au monde, devant le Venezuela, le Soudan et le Yémen. Cette accélération inquiète la communauté d'affaires et fragilise le bilan du ministre des Finances.

Promotion de l'innovation technologique au Bénin

Le concours « Moov Africa Startup Challenge 2022 » lancé

Le réseau de télécommunication mobile, « Moov Africa » multiplie les initiatives pour soutenir l'innovation technologique au Bénin. Dans ce cadre, la multinationale a lancé « Moov Africa Startup Challenge 2022 » qui s'adresse aux entreprises béninoises proposant une approche technologique dans divers domaines.

● Sylvestre TCHOMAKOU

Partageant la vision du gouvernement béninois, celle de faire du Bénin un hub numérique en Afrique de l'Ouest et en Afrique en général, le réseau GSM s'emploie à une meilleure valorisation du potentiel des entreprises béninoises en matière de technologies. C'est ce qui justifie l'initiative « Moov Africa Startup Challenge 2022 ». S'adressant aux esprits, talents et produits technologiques les plus brillants du Bénin, cette compétition consiste à faire concourir des startups inno-

vantes dans les domaines de la Santé, de la Finance, de l'Agriculture, des villes intelligentes, de l'internet des objets et du gaming. L'objectif, à en croire Moov Africa, est de promouvoir l'entrepreneuriat moderne et innovant dans le secteur des nouvelles technologies, d'identifier les startups innovantes et de récompenser des startups championnes à l'issue du challenge. A travers cet événement, il s'agit pour Moov Africa de « célébrer les innovations d'aujourd'hui et les possibilités de demain pour tous ceux qui croient au pouvoir de la technologie pour



transformer les entreprises et la société ». Au terme de la phase de recrutement qui est ouvert jusqu'au 17 août, un jury composé d'experts évaluera les dossiers des candidats sur la base des critères précis. La sélection des startups présélectionnées sera faite après une journée de pitches au cours de laquelle, les candidats présenteront leurs projets. Les trois premiers finalistes à ce concours recevront respectivement 3 millions FCFA, la deuxième 2 millions FCFA et la troisième 1 million FCFA, suivi d'un voyage au Maroc pour la grande finale.

Les conditions de participation

QU'EST-CE QUE MOOV AFRICA STARTUP CHALLENGE?

Moov Africa Startup Challenge 2022 est une compétition qui consiste à faire concourir des startups innovantes dans les domaines de la Santé, de la Finance, de l'Agriculture, des villes intelligentes, de l'internet des objets et du gaming. Ce concours a pour objectif de promouvoir l'entrepreneuriat moderne et innovant dans le secteur des nouvelles technologies, d'identifier les startups innovantes et de récompenser des startups championnes à l'issue du challenge.

Au terme de cette compétition, les trois meilleures startups seront récompensées.

« Moov Africa Startup Challenge 2022 est donc un grand événement technologique béninois et un excellent moyen de présenter votre entreprise à ceux qui vous importent. » Cet événement réunit les esprits, les talents et les produits technologiques les plus brillants du Bénin et permet de célébrer les innovations d'aujourd'hui et les possibilités de demain pour tous ceux qui croient au pouvoir de la technologie pour transformer les entreprises et la société.

DEROULEMENT

Moov Africa Startup Challenge se déroulera en 4 phases:

- ✓ Recrutement (2 semaines) : Inscription jusqu'au 17 Aout 2022
- ✓ Présélection (1 semaine) :
- ✓ Accélération (2 semaines):
- ✓ Compétition finale (1 semaine): 3 gagnants à primer

➤ Recrutement des candidats :

- La phase de recrutement s'étalera sur deux semaines
- Les candidatures devront répondre à des critères d'éligibilité notamment la maturité du projet, le profil des fondateurs, les réalisations.
- La candidature des startups intéressées se fera par email à l'adresse suivante : startupchallenge2022@moov-africa.bj;
- Le dossier de candidature comprendra :
 - Toutes les informations qui permettront d'évaluer la startup et son niveau de maturité et de qualifier son projet
 - Les justificatifs permettant de s'assurer de la véracité des informations avancées
 - CV des promoteurs et copies de leurs pièces d'identité (CNI, CIP ou Passeport) ;
 - Copie du Registre de Commerce et de l'Avis d'Immatriculation (ou références légales de la startup) ;
 - Résumé de présentation de la startup (Executive summary) comportant :
 - La présentation de la startup contenant la présentation de l'équipe
 - Le problème ou opportunité de marché qui a motivé le projet
 - La proposition de valeur de l'entreprise
 - L'analyse concurrentielle
 - L'avantage concurrentiel
 - Le business model
 - Le go to market
 - Plan d'affaires de la startup – [pièce facultative]
 - Et de toute autre pièce jugée utile – [pièce facultative]

➤ Sélection des startups

L'objectif de cette phase est d'identifier les startups à haut potentiel ayant un projet abouti et des fondateurs dévoués, répondant aux critères de sélection.

La phase de sélection débutera au fil de l'eau dès réception des premiers dossiers de candidatures et s'étalera sur une semaine après la fin de la phase de recrutement.

Un jury composé d'experts évaluera les dossiers des candidats. La sélection des startups présélectionnées sera faite après une journée de pitches au cours de laquelle, les candidats présenteront leurs projets.

L'évaluation des candidatures sur la base des dossiers portera sur les critères suivants pour la participation au pitch:

- ✓ L'exhaustivité des pièces et justificatifs fournis (Dossier complet)

- ✓ Les thématiques concernés par les projets soumis
- ✓ Pertinence, adéquation et innovation de la solution proposée ;
- ✓ Motivation du promoteur ;
- ✓ Pertinence de la faisabilité technique ;
- ✓ Pertinence de la faisabilité commerciale ;
- ✓ Potentielle de viabilité financière de la startup ;
- ✓ Pertinence de la stratégie de développement de la startup ;
- ✓ Qualité du dossier de candidature proposé.
- ✓ Le délai de déploiement de la solution proposée.

Les candidats seront évalués sur la base des critères suivants lors du pitch:

- ✓ La présentation générale de la solution
- ✓ L'élocution et motivation de l'entrepreneur
- ✓ le caractère innovant ou original du projet
- ✓ la viabilité économique
- ✓ le timing de déploiement
- ✓ Appréciation générale par chaque membre du jury

➤ Programme d'accélération

- Les start-ups présélectionnées accéderont à une phase d'accélération et de mentoring afin d'améliorer et optimiser leur solution et d'atteindre un niveau de maturité nettement plus élevé de leur projet et proche d'un go to market avec des prestations abouties et opérationnelles.
- Le programme d'accélération s'étalera sur 14 jours et se déroulera dans un espace d'incubation dans les locaux de la fondation UAC Startup Valley afin d'accompagner les startups sélectionnées dans leur plan de croissance et leur faciliter l'accès à un réseau de mentors, d'experts et d'investisseurs.
- Les candidats bénéficieront d'un programme d'accompagnement et d'accélération détaillé et adapté aux besoins des participants avec les thématiques qui seront abordées exécuté par des experts.

➤ Organisation de la compétition finale locale

La compétition finale locale aura lieu dans les 10 jours après la fin de la phase d'accélération. La date de la compétition finale sera communiquée aux présélectionnés lors de la phase d'accélération. A l'issue du programme d'accélération, les candidats en lice passeront en final pour la sélection des trois startups qui se primés.

Le jury sera composé de représentants de Moov Africa Bénin ainsi que d'experts nationaux proposés par l'incubateur UAC Startup Valley.

Les gagnants seront récompensés par des lots financiers à la charge de Moov Africa Bénin et pourront participer à une finale groupe au Maroc. La première startup recevra 3 millions de francs CFA, la deuxième 2 millions de francs et la troisième 1 million de francs CFA.

Les participants présenteront également leurs projets via des pitches lors de la compétition finale.

➤ Organisation de la finale Groupe

Le programme startup challenge sera organisé de manière locale par chacune des filiales de Maroc Telecom. Les startups en haut du podium dans chacune des filiales participeront à une finale Groupe, organisée au Maroc.

NB : La participation à la finale groupe dépendra de l'évolution de la situation pandémique dans le monde.

Pour plus de détails, veuillez consulter le règlement intérieur téléchargeable sur le site Internet

www.moov-africa.bj/startup-challenge/

Financement climatique

83,3 milliards USD seulement en 2020

Le financement climatique fourni et mobilisé par les pays développés pour l'action climatique dans les pays en développement a atteint 83,3 milliards USD en 2020, selon une nouvelle analyse de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

● Issa SIKITI DA SILVA

Bien qu'il s'agisse d'une augmentation de 4% par rapport aux fonds mobilisés en 2019, il reste bien en deçà de l'objectif annuel de 100 milliards de dollars auquel les pays riches se sont engagés en 2009, a rapporté l'analyse publiée la semaine dernière.



Cette aide avait atteint 79,6 milliards USD en 2019, soit une augmentation de seulement 2% par rapport à 2018 (78,3 milliards). Et l'OCDE, qui en 2019 craignait que l'apport de 2020 soit encore insuffisant, a révélé que le financement climatique en 2020 a été principalement porté par une hausse des flux publics.

L'année 2019 a été l'une des plus chaudes jamais enregistrées en Afrique, selon le rapport sur l'état du climat en Afrique 2019 de l'Organisation météorologique mondiale (OMM).

Intensifier les efforts

« Nous savons qu'il reste encore beaucoup à faire. Les pays développés doivent continuer à intensifier leurs efforts conformément à leurs engagements

déclarés dans la perspective de la COP26, ce qui signifierait que l'objectif de 100 milliards de dollars serait atteint à partir de l'année prochaine. Cela est essentiel pour instaurer la confiance alors que nous continuons à approfondir notre réponse multilatérale au changement climatique », a déclaré Mathias Cormann, Secrétaire général de l'OCDE.

Selon l'ONU, l'insécurité alimentaire – générée par le changement climatique – augmente de 5 à 20 points de pourcentage à chaque inondation ou sécheresse en Afrique subsaharienne.

Récemment, les régions ouest-africaines et est-africaines du continent ont été le théâtre d'inondations meurtrières qui ont dévasté les champs et bouleversé la

vie des populations pauvres, lesquelles souffraient déjà des effets secondaires de la crise sanitaire.

Près de 13 millions de personnes souffrent gravement de la faim au Kenya, en Somalie et en Éthiopie à cause de la pire sécheresse qui frappe cette région depuis des décennies, a indiqué le Programme alimentaire mondial (PAM).

« Alors que les pays continuent de faire face aux implications économiques et sociales de la pandémie de COVID-19 et de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, nous constatons que le changement climatique provoque des effets néfastes généralisés et des pertes et dommages connexes pour la nature et les personnes », a souligné Mathias Cormann.

Visite de Nancy Pelosi à Taïwan

Les 03 erreurs des USA, selon le ministre des affaires étrangères chinois

La visite de Nancy Pelosi à Taïwan continue de faire sa vague de mécontentement. En visite au Bangladesh le dimanche 07 août 2022, Wang Yi a reproché aux Etats-Unis d'Amérique, trois points majeurs.



● Falco VIGNON

La Chine ne démord pas par rapport à ce qu'elle considère comme une violation de son territoire par les USA. Lors de sa visite au Bangladesh, dimanche dernier, le conseiller d'Etat et ministre des Affaires étrangères de la Chine, Wang Yi a déclaré que les Etats-Unis avaient commis trois erreurs concernant la visite de la présidente de la Chambre des représentants américaine Nancy Pelosi dans la région chinoise de Taïwan. Il a tenu ces propos en réponse à la dernière situation, mais aussi à cause de la position de la partie américaine. Premièrement, la partie américaine s'est grossièrement ingérée dans les affaires intérieures de la Chine, a-t-il déclaré, ajoutant que malgré les notifications et les avertissements répétés de la partie chinoise, les Etats-Unis avaient suivi leur propre voie, et s'étaient arrangés pour que la troisième plus haute responsable du gouvernement américain effectue cette soi-disant "visite" dans la région de Taïwan de la Chine. « Il faut bien comprendre que Taïwan ne fait pas partie des Etats-Unis, mais du territoire chinois. La partie américaine a elle-même publiquement reconnu ce point », a rappelé M. Wang, ajoutant que cette "visite" constituait en conséquence une grave atteinte à la souveraineté de la Chine.

Deuxièmement, les Etats-Unis ont soutenu et conspi-

ré avec les forces qui prônent l'"indépendance de Taïwan", a-t-il déclaré, notant que tout pays se devait de sauvegarder son unité nationale, et ne jamais permettre aux éléments séparatistes de se comporter de manière imprudente. M. Wang a souligné que les autorités du Parti démocrate progressiste (PDP) dans la région de Taïwan avaient inclus la poursuite de "l'indépendance" dans leur programme. Au cours des dernières années, elles ont essayé par tous les moyens possibles de parvenir à une "indépendance de Taïwan" progressive afin d'établir "deux Chineses", ou "une Chine, un Taïwan". La présidente de la Chambre des représentants des Etats-Unis a ouvertement soutenu ce projet en se rangeant du côté des forces séparatistes et contre le peuple chinois, a-t-il ajouté.

Troisièmement, « les Etats-Unis ont délibérément saboté la paix dans le détroit de Taïwan. Comme tout le monde le sait, les Etats-Unis commencent toujours par créer un problème, puis l'utilisent pour atteindre leurs propres objectifs stratégiques », a affirmé M. Wang. Pour lui, tout porte à croire que les Etats-Unis, en orchestrant la visite de Mme Pelosi à Taïwan, tentent de répéter cette vieille combine.

Washington en profite en outre pour renforcer sa présence militaire dans la région, ce qui mérite une grande vigilance et un boycott résolu de la part de toutes les parties, a averti

M. Wang. Il a déclaré que la position ferme et les contre-mesures justifiées, raisonnables, légales, nécessaires, ouvertes et proportionnées de la Chine visaient à sauvegarder sa souveraineté sacrée et son intégrité territoriale, à contrecarrer les tentatives américaines "d'utiliser Taïwan pour contenir la Chine", à réduire à néant l'illusion selon laquelle les autorités taïwanaises pourraient "rechercher l'appui des Etats-Unis pour réaliser leur programme d'indépendance", et à sauvegarder sincèrement la paix dans le détroit de Taïwan et la stabilité dans la région.

M. Wang a souligné que le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'autrui était la "règle d'or" du développement des relations d'Etat à Etat, et constituait un "outil magique" permettant aux pays en développement de protéger leur souveraineté et leur sécurité. Il a déclaré que la Chine appréciait la compréhension et le soutien de divers pays à sa propre position. Etant donné que des actes d'intimidation unilatéraux se produisent de temps à autre, la communauté internationale doit parvenir à un consensus encore plus clair et faire entendre sa voix de manière encore plus forte pour faire respecter conjointement les normes fondamentales régissant les relations internationales et le droit international, ainsi que pour sauvegarder les droits et intérêts légitimes de tous les pays en développement.

Tournée statutaire dans le Couffo

Le préfet Mégbédji sensibilise sur la réforme structurelle de la décentralisation

Le préfet du Couffo Christophe H. Mégbédji a entamé mardi 9 août 2022 une tournée statutaire dans les six communes de sa juridiction. Occasion pour lui de s'entretenir avec les élus locaux et la population sur la réforme structurelle sur la décentralisation.

Ce sont les communes de Dogbo et de Toviklin qui ont reçu la visite du préfet avec sa délégation pour cette première journée. Pour le préfet, la réforme dans l'administration territoriale par le chef de l'Etat intervient dans un contexte favorable puisque le législateur a tout prévu. "Le Secrétaire Exécutif coordonne les services de la mairie pour le bon fonctionnement de la cité", dira le préfet pour parler du rôle de ce cadre nommé par le gouvernement. Poursuivant, il demande à la population : " si vous voulez adresser une lettre au SE, faites l'effort d'adresser cette lettre au Maire mais en mettant à l'attention du SE", a-t-il fait savoir. Ceci pour qu'on n'assiste pas à un froissement de l'administration relativement à son fonctionnement.



"Que tout ce qui bouge au sein de la mairie soit connu de monsieur le Maire et ce qui se passe au niveau du Maire soit également partagé avec monsieur le SE", a-t-il précisé. Parlant de la fonction du Maire, le préfet a précisé que le Maire veille à la bonne administration de la commune. S'adressant aux élus, l'autorité de tutelle a rappelé la bonne collaboration qui doit régner entre eux et l'équipe technique administrative. Profitant de ces échanges, le préfet a aussi invité les élus locaux à accom-

pagner de façon déterminante le SE dans la mobilisation des ressources endogènes. Aussi, les a-t-il conviés à faire régulièrement la reddition de compte et à veiller à l'assainissement et à l'hygiène de la commune. Il n'a pas oublié de conseiller toute la population et surtout les élus locaux à accompagner les enseignants pour que le département du Couffo ne soit plus la lanterne rouge à l'examen du Certificat d'étude primaire (Cep).

Gaëtan NATO (Correspondant/Mono-Couffo)



L'économiste
Premier Quotidien Économique du Bénin
N° 001 800 000 0000 à 23000
www.leconomiste.com

APPEL A CANDIDATURE FORMATION DE JOURNALISTES



Dans le cadre de l'organisation de son Jubilé d'étain, le Quotidien L'économiste du Bénin lance un appel à candidature pour la formation de vingt journalistes.

CONDITIONS DE PARTICIPATION

1. Être âgé de 35 ans au plus au 31 décembre 2022
2. Être employé dans un organe reconnu par la HAAC (radio, télévision ou presse écrite conventionnelle ou en ligne)
3. Avoir une expérience inférieure ou égale à 5 ans
4. Être domicilié à Cotonou et environs
5. Être disponible pour suivre pendant 48H la formation portant sur « **Les enjeux du journalisme contemporain** » déclinés en 4 modules

DOSSIER DE CANDIDATURE

1. Une lettre de motivation adressée au Coordinateur du Comité d'organisation
2. Un Curriculum vitæ simplifié
3. Une autorisation de participation délivrée par l'employeur

Le dossier, sous pli fermé, doit être déposé au secrétariat du Quotidien L'économiste du Bénin sis à Sikècodji-Cotonou 2e rue à droite après le feu Marina au plus tard le vendredi 12 août 2022 à 12H00. Seuls les candidats sélectionnés seront contactés pour la suite du processus.

La formation se déroulera les 12 et 13 septembre 2022 de 8H00 à 16H00 dans un cadre qui sera indiqué ultérieurement. Les participants seront évalués à la fin de chaque module par le communicateur. La ponctualité et l'assiduité pour les deux jours de formation seront de mise.

La Formation sera sanctionnée par une remise d'attestation dont la cérémonie se déroulera au Village du jubilé d'étain, sis à l'hôtel Azalai à Cotonou. En outre, il sera procédé à la remise de prix alléchants aux récipiendaires suivant les mérites.

+229 97096417 / +229 60917800 / +229 97720976 / leconomistbenin1@gmail.com

Ukraine

Le Cargo Razoni ni vu au Liban ni aperçu en Afrique

Une photo solennelle prise le 1er août sous les clichés des caméras du monde entier et une cause humanitaire mise en avant. Mais le cargo Razoni, l'un des 5 premiers à sortir du port d'Odessa à la faveur du traité Russo-ukrainien obtenu sous les auspices Sénégal-turques, n'a toujours pas rallié le port de Beyrouth. L'ambassadeur ukrainien en poste au pays des cèdres avait pourtant convié la presse et apprêté les petits fours mais a dû décommander à la dernière minute, renvoyant les confrères à une date ultérieure. La représentation d'Ukraine a plutôt publié lundi 8 une photo du navire en question, le Razoni. « Selon les informations du skipper, l'acheteur final a refusé la cargaison en raison d'un retard dans les délais de livraison (plus de cinq mois). Le capitaine est maintenant à la recherche d'un autre acheteur, soit au Liban, soit dans un autre pays », a-t-elle expliqué sur Twitter. Une explication qui ne convainc pas dans les milieux maritimes. Le client est informé de tous les détails et doit donner son accord avant tout mouvement du navire.

Pour sa part, Philippe Chalmin, historien et économiste à l'université Paris Dauphine et président-fondateur de la revue Cyclope, estime que le revirement du Razoni est tout à fait logique. En effet, l'acheteur libanais avait conclu cette transaction six mois auparavant, mais la livraison des céréales a été retardée à cause de la guerre. Il se peut donc que l'acheteur libanais a eu des doutes concernant la qualité de la cargaison», déclare-t-il à RTL. « Il est tout à fait en droit de dire 'ça ne m'intéresse plus, de toute manière, nous avons déjà un cas de force majeure (la guerre) donc je ne suis pas obligé de prendre la cargaison », explique Philippe Chalmin. « Cette cargaison se trouve sur le marché et probablement, avec une remise substantielle, elle trouvera son destin quelque part », poursuit-il.

Vente ferme ou optionnelle ?

Dans le fond, le Cargo Razoni et sa cargaison de 26 500 tonnes de maïs, localisées lundi au large d'Alexandrette, dans le sud de la Turquie selon le le



Washington Post, participaient à une double opération d'affrètement maritime et de négoce. Le fournisseur de la cargaison a-t-il livré son produit contre une lettre de crédit ouverte par le biais d'une correspondance entre sa banque et celle de son client? Le client a-t-il réellement invoqué le retard de la cargaison sensée être livrée en février? La vente était-elle ferme au départ ou plutôt optionnelle, payable sous certaines conditions de fluctuation du marché et à la livraison comme c'est parfois le cas dans le négoce international? Ce premier chargement aurait-il été plutôt politique et exécuté en urgence avec le support des autorités Ukrainiennes et la communauté internationale afin de tester la faisabilité des exportations de céréales et autres denrées alimentaires? Qui a affrété le navire battant pavillon de la Sierra Leone opéré par la Razoni Shipping LTD, société enregistrée à Monrovia, la capitale du Liberia? Des questions subsistent. Pour sûr, le cargo est désormais en attente d'ordre, ce qui est plutôt banal puisque beaucoup de traders ne spécifient pas un port de débarquement mais des zones de débarquement. La marchandise change plusieurs fois de mains avant son destinataire final. Aujourd'hui plusieurs cas de figures peuvent se présenter. Une maison de négoce pourrait parfaitement intervenir en voyant que le statut du navire a changé de « vers le port de », à « en attente d'ordre » Dans ce cas, les négociants rodés à la manœuvre doivent surveiller un certain nombre de facteurs dont la variation du cours international des céréales concernées. En fonction du nouveau prix de vente, le négociant pourrait s'engager et serait gagnant en orientant sa cargaison vers le lieu et le temps où sa valeur sera cotée au maxi-

mum.

Agir sur les trois leviers de la vie chère

Cet exemple du Razoni est assez illustrateur du commerce maritime moderne qui ne repose pas sur des considérations humanitaires mais plutôt sur des techniques de commerce, de la finance et du droit. Les États africains engagés à l'unisson dans la vie chère en renonçant, chacun dans son territoire, au paiement des taxes et en recourant à la subvention, n'agissent que sur la courte chaîne de valeur du produit importé entre sa sortie du port et l'assiette du consommateur. À notre sens, les États se tirent une balle dans le pied en renonçant à des entrées précieuses et en mobilisant de l'argent de subventions pour un résultat somme toute hypothétique. Car les vrais déterminants de l'inflation importée sont à rechercher dans la longue chaîne logistique du départ, au niveau de l'achat auprès du fournisseur, du fret et de l'efficacité du port. Des achats groupés des États africains confiés à un consortium de traders patentés permettront d'économiser des milliards de dollars. Les traders sauront exercer les options nécessaires et choisir les périodes d'achat de marchandises et d'affrètement des navires. C'est connu, le fret à destination du continent noir est parmi les plus élevés du monde non pas parce qu'il y a un complot quelconque ourdi contre la Terre de Lucie mais plutôt parce que les africains achètent comptant la marchandise et le transport là où il aurait fallu de la gestion dynamique des stocks (silos) associés à des maisons de courtage maritime et de négociants qui sauront gérer le fret à l'année.

Financial Afrik

Afrique

Une formation en astronomie réservée aux étudiants et diplômés scientifiques

L'astronomie peut contribuer au développement socio-économique en soutenant les domaines tels que l'éducation, la santé et la technologie. Dans l'atteinte de cet objectif, la PASEA veut constituer une communauté de professionnels du domaine en Afrique. L'école panafricaine pour les astronomes émergents (PASEA), un cours de courte durée sous forme d'école d'été qui se tient tous les deux ans, a ouvert les inscriptions pour la session 2022. Le programme soutenu par une collaboration de scientifiques internationaux s'adresse aux étudiants, diplômés d'écoles d'ingénieurs et enseignants de matières scientifiques au niveau secondaire venant de toute l'Afrique. Le programme d'études comporte deux cycles. Les étudiants du premier cycle se familiariseront avec divers sujets d'astronomie, du système solaire à la radioastronomie en passant par la cosmologie. Le second cycle quant à lui est conçu pour doter les étudiants de compétences, connaissances et schémas de pensée nécessaires pour devenir des scientifiques professionnels. Les sujets abordés comprennent la programmation Python de base, les techniques d'observation, les méthodes de traitement et d'analyse des données astronomiques, ainsi qu'une composante de recherche. Cette édition qui est la 5e du genre se tiendra à Livingstone, en Zambie du 10 au 14 octobre 2022, avec pour objectif de contribuer à la constitution d'une masse critique d'astronomes en Afrique, créer une communauté parmi les scientifiques africains et partager des idées sur l'enseignement et l'apprentissage entre l'Afrique, l'Amérique du Nord et l'Europe. Associant une inspiration puissante à une science de pointe, l'astronomie peut jouer un rôle particulier dans la promotion du développement socio-économique en Afrique. Ce, en développant les capacités dans plusieurs secteurs, notamment l'éducation, la technologie, l'ingénierie, la santé, l'environnement. La date limite des inscriptions est fixée au dimanche 7 août 2022.



Aide au développement

Les USA annoncent un programme de 2 milliards \$ sur dix ans pour renforcer la démocratie en Afrique subsaharienne



L'administration américaine dirigée actuellement par le président Joe Biden dévoile progressivement sa stratégie de coopération avec l'Afrique. Le renforcement de la démocratie est mis en avant, mais Washington ambitionne aussi de contrer l'influence des concurrents que sont la Chine et la Russie. Les Etats-Unis investiront 2 milliards de dollars sur dix ans pour booster la démocratie et la bonne gouvernance en

Afrique subsaharienne. L'information a été rendue publique par le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken (photo), le lundi 8 août, lors de son discours d'allocution, pendant sa visite en Afrique du Sud. Ce financement sera mis en œuvre dans le cadre d'un programme dénommé « Global Fragility Act » qui vise à favoriser des « sociétés plus pacifiques, plus inclusives et plus résilientes dans des endroits où les conditions sont propices aux conflits ». L'initiative concerne plusieurs pays du continent tels que le Mozambique et les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest (le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée, et le Togo). Plus concrètement, le programme prévoit que les USA apportent leur aide dans des domaines précis qu'ils auront identifiés. Cette stratégie américaine s'appuie sur « des décennies de leçons apprises en matière de prévention des conflits, comme le fait de cultiver de bonnes relations entre les dirigeants communautaires, les responsables gouvernementaux et les forces de sécurité, qui sont essentielles pour désamorcer les tensions avant qu'elles ne dégèrent en violence, et de renforcer la résilience face aux effets déstabilisants du changement climatique, comme des sécheresses plus fréquentes et plus graves », d'après le secrétaire d'Etat américain. Cette annonce intervient à la faveur d'une tournée du chef de la diplomatie américaine dans trois pays d'Afrique : l'Afrique du Sud, la République démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda. Dans un document sur la stratégie africaine de l'administration Biden publié le lundi 8 août par la présidence américaine, on apprend qu'au-delà du renforcement des liens commerciaux, il sera surtout question de « sensibiliser » les dirigeants africains sur « les risques que représentent pour eux la République populaire de Chine et la Russie ». Mais la réalité de la coopération entre l'Afrique et les deux puissances concurrentes des USA n'est pas la même. D'après une note de recherche, publiée en mai dernier, par le think tank américain Carnegie Endowment for International Peace, depuis 2009, la Chine est devenue le premier partenaire commercial du continent. Depuis lors, les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et l'Afrique ont chuté, passant de 142 milliards de dollars en 2008 à 64 milliards de dollars en 2021. La Russie quant à elle tire un avantage commercial qui repose sur l'exportation des céréales, mais surtout des armes et des services de sécurité qui ont fait l'objet, ces derniers temps, de controverses. Notons qu'un sommet USA-Afrique est prévu en décembre prochain, en vue d'évoquer avec les partenaires africains de Washington des points de coopération sur plusieurs sujets, tels que la sécurité alimentaire en plein conflit russo-ukrainien et le changement climatique. Pour l'heure, on n'a pas encore recensé les positions des dirigeants politiques sur ces différentes questions.

Ecofin du 09 Août 2022

BRVM 10	163,55
Variation Jour	↓ -0,30 %
Variation annuelle	↑ 6,54 %



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

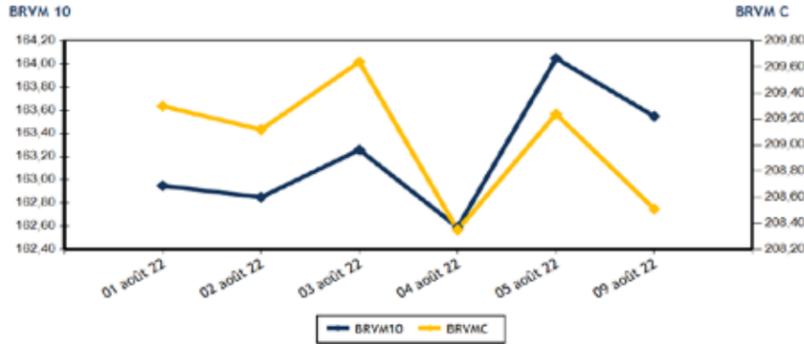
N° 151

mardi 9 août 2022

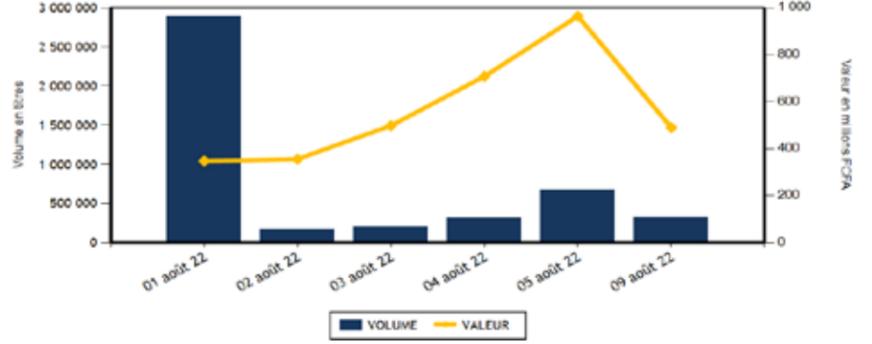
Site : www.brvm.org

BRVM Composite	208,51
Variation Jour	↓ -0,35 %
Variation annuelle	↑ 3,08 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 276 590 652 688	-0,35 %
Volume échangé (Actions & Droits)	314 569	-50,05 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	351 792 386	-31,50 %
Nombre de titres transigés	44	0,00 %
Nombre de titres en hausse	9	-47,06 %
Nombre de titres en baisse	19	58,33 %
Nombre de titres inchangés	16	6,67 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 085 498 132 560	0,01 %
Volume échangé	13 777	-69,40 %
Valeur transigée (FCFA)	138 052 000	-69,35 %
Nombre de titres transigés	5	-16,67 %
Nombre de titres en hausse	1	-50,00 %
Nombre de titres en baisse	1	-
Nombre de titres inchangés	3	-25,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SETAO CI (STAC)	1 400	7,28 %	91,78 %
SICOR CI (SICC)	5 900	7,18 %	15,23 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 340	3,08 %	-20,24 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	4 600	2,22 %	-3,87 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	845	1,81 %	-28,99 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BERNABE CI (BNBC)	2 225	-6,51 %	2,30 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 480	-5,13 %	-0,34 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	665	-5,00 %	6,40 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	855	-4,47 %	-0,58 %
SMB CI (SMBC)	6 570	-3,52 %	-4,78 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	108,14	-0,71 %	-1,79 %	8 478	21 177 870	26,53
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	475,81	-0,16 %	6,01 %	9 190	75 729 950	9,39
BRVM - FINANCES	15	78,44	-0,29 %	1,70 %	245 611	138 613 006	7,49
BRVM - TRANSPORT	2	462,23	0,00 %	-25,70 %	343	647 940	7,42
BRVM - AGRICULTURE	5	321,52	-1,05 %	32,14 %	8 697	75 798 220	6,00
BRVM - DISTRIBUTION	7	374,36	-0,59 %	-8,12 %	41 443	38 775 575	28,70
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 727,43	7,28 %	91,78 %	807	1 049 825	16,81
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,16	
Taux de rendement moyen du marché	6,96	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,27	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	103	
Volume moyen annuel par séance	1 161 819,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 550 884 869,35	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	9,74	
Ratio moyen de satisfaction	47,90	
Ratio moyen de tendance	492,00	
Ratio moyen de couverture	20,33	
Taux de rotation moyen du marché	0,03	
Prime de risque du marché	6,35	
Nombre de SGI participantes	27	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

UCA
 UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.
 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN
 001 BP 8690 RP
 uca@ucasgi.com
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00
 (229) 21 31 00 21
 www.ucasgi.com

SGI BENIN
 Carré 211 St Michel
 immeuble SGI-Bénin 01 BP
 4546 Cotonou.
 Tél : (229) 21 31 15 41
 21 31 15 71

BOA CAPITAL SECURITIES
 Groupe BMCE BANK
 BOA CAPITAL SECURITIES
 Siège BOA Benin,
 Boulevard de France
 Tel : (229)
 21315343/64182121

SOCIETE DE BOURSE
 AGI
 Immeuble de l'Africaine des Assurances
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration
 01 BP 8668 RP Cotonou
 contact@agi-agi.com
 +229 21318733
 +229 21316065

AFRICABOURSE
 Avenue Steinmetz Face
 Immeuble Air Gabon 01 BP
 6002 COTONOU BENIN
 Tél : (229) 21 31 88 35 /
 21 31 88 36

BIIC Financial Services
 Société de gestion et d'intermédiation
 Boulevard Saint Michel
 Immeuble Agence BIIC Dapokpa
 01 BP. 7700 Cotonou
 Tél. +229 21324875
 Tél. +229 21324876
 sgibfs@biic-financialservices.com

Indicateurs économiques du Bénin

Indicateurs de croissance

Indicateur de croissance	2015	2016	2017	2018 (e)	2019 (e)
PIB (milliards USD)	8,30	8,58 e	9,41 e	10,62	11,56
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	2,1	4,0 e	5,4 e	6,0	6,3
PIB par habitant (USD)	764 e	771 e	826 e	910	969
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	42,425	50,267	53,364 e	53,557	51,546
Taux d'inflation (%)	0,3	-0,8	2,0 e	2,1	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,70	-0,62 e	-0,82 e	-0,75	-0,80
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-8,4	-7,2 e	-8,7 e	-7,1	-6,9

Source : FMI - World Economic Outlook Database - Dernières données disponibles. Note : (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2013	2014	2015	2016	2017
Fran CFA BCEAO (XOF)- Taux de change annuel pour 1 EURO	630,96	630,63	631,22	630,86	531,31

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	43,2	18,5	38,3
Valeur ajoutée (en % du PIB)	25,6	23,4	51,1
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	4,4	4,5	3,6

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les indicateurs de Commerce

Indicateurs du commerce extérieur	2012	2013	2014	2015	2016
Importations de biens (millions USD)	2.339	3.010	3.823	3.028	2.251
Exportations de biens (millions USD)	1.443	1.982	2.563	2.032	1.354
Importations de services (millions USD)	575	761	884	n/a	712
Exportations de services (millions USD)	414	500	456	n/a	382
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	12,3	30,0	16,1	-8,4	1,4
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	24,1	20,7	24,8	-10,1	7,0
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-559	-612	-710	-505	-669
Commerce extérieur (en % du PIB)	59,7	69,5	76,5	68,0	70,2
Importations de biens et services (en % du PIB)	35,1	41,3	44,5	39,8	39,7
Exportations des biens et services (en % du PIB)	24,6	28,2	32,1	28,2	30,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2015
Inde	13,0 %
Niger	9,6 %
Malaisie	8,8 %
Singapour	7,9 %
Vietnam	7,5 %
Bangladesh	7,4 %
Nigeria	6,3 %
Chine	5,3 %
Indonésie	3,7 %
Pakistan	2,8 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2015
France	11,7 %
Chine	10,8 %
Inde	9,8 %
Togo	8,5 %
Thaïlande	7,7 %
Espagne	6,0 %
Belgique	4,9 %
Etats-Unis	3,3 %
Nigeria	3,3 %
Pays-Bas	3,2 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Investissement

Les IDE en chiffres

	Bénin	Afrique Subsaharienne	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,0	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	9,0	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	4,0	8,0
Index de protection des investisseurs****	4,0	4,3	6,5	6,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

Note : *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Investissement Direct Etranger	2014	2015	2016
Flux d'IDE entrants (millions USD)	405	150	161
Stocks d'IDE (millions USD)	1.607	1.666	1.690
Nombre d'investissements Greenfield***	1	5	0
IDE entrants (en % de la FBCF****)	14,6	6,8	7,7
Stock d'IDE (en % du PIB)	16,5	20,1	19,7

Source : CNUCED - Dernières données disponibles.

Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

PIB	dernier	Référence	Précédent
Taux de croissance annuelle du PIB	5,5	Mars 2018	5,5
PIB	9,27 milliards USD	Déc 2017	8,57
Pib par habitant	860 USD	Déc 2017	837
Pib par habitant Ppp	2064 USD	Déc 2017	2010
Prix constant du Pib	4095 de FCFA- Milliards	Déc 2016	3939
Pib de l'agriculture	855 de FCFA- Milliards	Dec 2016	878
Pib de la fabrication	874 de FCFA- Milliards	Dec 2016	779
Pib du secteur des mines	14,7 de FCFA- Milliards	Dec 2016	10,7
Pib de l'administration publique	316 de FCFA- Milliards	Déc 2016	315
Pib des services	1510 de FCFA- Milliards	Déc 2016	1491

Source : trading economics

Tarifs	Dernier	Référence	Précédent
Taux d'inflation	0.8%	Mai 2018	1.9
L'inflation alimentaire	1.8%	Mai 2018	5.3
Indice des prix à la consommation	113 Index-Points	Mai 2018	113
CPI Housing Services publics	115 Index-points	Mai 2018	115
CPI Transport	114 Index-Points	Mai 2018	114

Source : trading economics

Argent	Dernier	Référence	Précédent
taux d'intérêt	4.5%	Juin 2018	4.5
Fort taux d'intérêt	6.93%	Déc 2016	6.99
Taux interbancaire	5.08%	Mai 2018	3.75

Source : trading economics

Commerce	dernier	Référence	Précédent
Balance commerciale	-190 FCFA - Milliards	Mars 2018	-408
Exportations	147 FCFA - Milliards	Mars 2018	82.05
Importations	338 FCFA - Milliards	Mars 2018	490
Compte courant	-809 USD million	Dec 2016	-745
Compte courant par rapport au PIB	-7.1%	Dec 2016	-6.5
Indice de terrorisme	0	Dec 2016	0

Source : trading economics

Gouvernement	dernier	Référence	Précédent
La dette publique au PIB	23.2%	Dec 2016	21.3
Budgets du gouvernement	-5.8% of GDP	Dec 2017	-6.2
Cote de crédit	30	-	-
Dépenses militaires	112 USD Million	Dec 2017	79.58

Source : trading economics

Entreprise	dernier	Référence	Précédent
Vitesse Internet	1517KBps	Mars 2017	1642
Adresses IP	5580 IP	Mars 2017	5652
Utilisation de la capacité	57.9%	Mars 2018	63.4
Indice de compétitivité	3.47 points	Dec 2018	3.47
Compétitivité rang	120	Dec 2018	124
Indice de la corruption	39 Points	Dec 2017	36
Corruption rang	85	Dec 2017	95
Facilité de faire des affaires	151	Dec 2017	155
Production industrielle	5.4%	Mars 2018	26.6
Indice économique avancée	0.8%	Fev 2018	0.7

Source : trading economics

VIATIQUE DU CONQUERANT 23

« JE N'ENSEIGNE PLUS COMMENT DIRIGER LES AUTRES...J'ENSEIGNE SURTOUT COMMENT SE DIRIGER SOI MÊME »

Dans l'un des ouvrages les plus merveilleux au monde sur le LEADERSHIP l'auteur écrit ceci : « Avant d'apprendre à diriger les autres, il est nécessaire d'apprendre à se diriger soi-même. Il faut acquérir la vertu de maîtrise de soi, appelée encore TEMPERANCE, qui subordonne les passions, les émotions et les sentiments à la raison, et canalisent leur énergie vers la réalisation de notre mission »

Quant à JOE JAWORSKI, ex-planificateur stratégique chez SHELL, il affirme : « Avant de diriger les autres, avant de pouvoir les aider, vous devez vous découvrir vous-même. »

Se découvrir et être content de ce qu'on vient de découvrir sur soi peut autoriser l'homme humble à imaginer le chemin qui le sépare de sa manifestation ultime. Se découvrir et s'engager à améliorer ce qu'on vient de découvrir est un acte de leadership. Se découvrir et ne pas baisser la tête, plutôt la soulever et reconnaître ses faiblesses afin de s'engager à les diminuer est l'attitude qui distingue les grands dirigeants. Je crois qu'il est déterminant pour tout dirigeant qui aspire à la maîtrise de soi d'apprendre à se découvrir. Plusieurs recherches existent à ce sujet et il ne serait pas ici possible de les aligner toutes. Cependant, posons-nous une simple question :

Que peut-on inclure dans le fait de se découvrir ?

Selon les travaux du professeur Goleman, nous pouvons citer :

- Devenir conscient de ses forces et faiblesses
- Être capable de tirer des leçons de l'expérience
- Être ouvert aux idées nouvelles, aux avis sincères, aux nouvelles perspectives, être capable de s'enrichir sans cesse.

Dès lors que le dirigeant est capable de franchir ces étapes, il peut beaucoup plus facilement parvenir à ce que les experts appellent : « RESTER CALME »

En effet RESTER CALME c'est se maîtriser. Se maîtriser c'est être capable de dominer les impulsions et les angoisses ; c'est être positif et imperturbable même dans les moments éprouvants ; et enfin rester concentré malgré le stress. En effet La question du stress professionnel se pose avec insistance de nos jours dans notre environnement. Lorsque vous êtes souvent irrité, lorsque vous avez trop de difficultés à vous concentrer, lorsque la fatigue devient pesante, lorsque vous vous disputez plus souvent qu'autrefois, lorsque votre rentabilité baisse drastiquement, etc alors vous traînez les symptômes d'un stress qui vous ronge. Dans de telles conditions il pratiquement impossible de parvenir à une maîtrise de soi enviable. Tout dirigeant qui désire relever le défi de l'excellence professionnelle doit s'engager à travailler pour parvenir à la maîtrise de soi que nous appelons de tous nos vœux.

Serge HOUNDJAHOUÉ

Coach & Consultant en Développement

Du Leadership.

Phone : 97-96-63-87

HOROSCOPE finance

Bélier Saturne, en bonne position, communiquera à ceux qui manient l'argent et à tous les financiers une habileté particulière. Vous pourrez réussir une opération financière de très grande envergure. La chance vous sourira dans vos opérations et transactions, malgré la conjoncture défavorable à d'autres signes.

Taureau Le Ciel astral sera relativement calme sur le plan financier. Jupiter devrait protéger vos affaires pécuniaires. Mais attention toutefois à l'impact de Pluton, qui pourrait vous faire oublier votre habituelle prudence en matière d'achats et de placements. Ne prenez pas de décision importante sur un coup de tête. Mieux vaudra, au contraire, réfléchir longuement et prendre conseil de personnes averties.

Gémeaux Pluton mal aspecté pourra provoquer quelques remous dans le domaine financier. Si votre situation pécuniaire est saine, tout ira bien. Dans le cas contraire, ce ne sera vraiment pas le moment de prendre des risques.

Cancer De nombreuses difficultés surgiront dans votre vie matérielle. Ne compliquez pas les choses en déliant trop facilement les cordons de votre bourse. N'oubliez pas cet avertissement de Benjamin Franklin : "Si vous achetez ce qui est superflu, vous vendrez bientôt ce qui est nécessaire".

Lion Vous qui rêvez toujours de gagner au Loto, vous devriez vous contenter de ce que votre travail vous rapporte. Ne vous plaignez pas : si les astres ne vous promettent aucun coup de chance exceptionnel, ils ne vous menacent pas non plus d'une quelconque catastrophe. Alors, même si vous êtes obligé de vérifier l'état de votre compte en banque avant de satisfaire vos envies actuelles d'achats, gardez le sourire en pensant à tous ceux qui ont moins que vous.

Vierge Cette influence du Soleil dans l'un des secteurs de votre thème liés à l'argent devrait être positif pour vos finances. Mais il vous faudra tout de même vous méfier de la Lune. Pour l'instant, votre situation financière est saine ; mais les jours à venir pourront être un peu plus difficiles. Si vous avez des économies, évitez donc de les dépenser : il est en effet beaucoup plus sage en ce moment de vous comporter en fourmi qu'en cigale.

Balance Vous rêvez de doubler vos revenus ? Ce n'est sans doute pas cette fois que vous y arriverez.

Vous avez peur de vous retrouver sans le sou ? Ce n'est pas maintenant que votre équilibre financier va s'effondrer. Aucune planète de poids n'aura en effet d'impact direct sur les secteurs financiers de votre Ciel. Ce sera donc plutôt le statu quo côté argent.

Scorpion Évitez les dettes : vous pourriez avoir du mal à les rembourser au moment prévu, et cela vous mettrait dans une situation très pénible. Renoncez tout bonnement à la jouissance de certains produits ou gadgets, car les acheter à crédit vous vaudrait des soucis sans commune mesure avec les satisfactions qu'ils vous apporteront. Persuadez-vous que "les dettes réduisent l'homme libre en esclavage" (Syrus).

Sagittaire Une grande prudence sera requise dans le placement des capitaux et des économies. Méfiez-vous d'offres trop alléchantes, qui pourront cacher une escroquerie susceptible de vous mener au désastre.

Capricorne C'est décidé : vous allez consacrer tous vos efforts à améliorer votre situation matérielle. Vous aborderez cette journée avec de bonnes résolutions. Le tout sera de les appliquer ! Mais la planète Mercure vous soutiendra.

Verseau Pluton, en aspect harmonieux, devrait jouer positivement pour vous en matière financière, vous aidant à augmenter vos revenus, à choisir de meilleurs placements, et à vous lancer dans des investissements rentables. Pour quelques natifs, un héritage est possible.

Poissons Sur le plan pécuniaire, vous aurez intérêt à élaborer une stratégie à moyen terme. C'est elle qui vous permettra d'obtenir les meilleurs résultats. Si vous voulez effectuer une importante transaction immobilière, prenez toutes les précautions nécessaires.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de

Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007

Sikèkòdji zone résidentielle, 2^{ème} rue à droite en quittant le

carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistebenin.com

Directeur Général

Léonard DOSSOU

(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON

(66 232 545)

Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication

Jules AFFODJI

Rédacteur en chef

Calixte ADIYETON

(66 232 545)

Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO

(66656265)

Rédacteurs

Nestor DEHOUINDJI

Félicienne HOUËSSOU

(96 92 43 46)

Bidossessi WANOU

(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU

Hubert DOSSOU

Falco Vignon

Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Mouhamed Bouhari SAÏDOU

(Br. Borgou/Alibori)

Jules Daniel Mahuto

(Correspondant Zou-colline)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du

Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France

de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale

Rigel BATCHO

(69190880)

Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON

(62323855)

Compétitivité du secteur bancaire africain

BCEAO-COFEB et HEC PARIS forment les cadres financiers

Bonne nouvelle pour les cadres du secteur bancaire et financier. La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à travers le Centre Ouest-Africain de Formation et d'Etudes Bancaires (COFEB), son Centre de formation et de recherche, renforce ses offres de formation en partenariat avec HEC Paris. Elle offre une nouvelle gamme de programmes de formation aux dirigeants et cadres de l'écosystème bancaire et financier de l'UEMOA et des autres pays d'Afrique. Les inscriptions sont ouvertes et la formation démarre le 8 septembre 2022.

● Abdul Wahab ADO

Le partenariat entre BCEAO-COFEB et HEC PARIS pour la formation des dirigeants et cadres de l'écosystème bancaire et financier de l'UEMOA et des autres pays d'Afrique a pour but de consolider les performances du secteur bancaire et financier africain. Ainsi, pour faciliter l'accès à ces formations à un plus grand nombre, la BCEAO apporte son appui par l'octroi d'une subvention dédiée, selon le communiqué. A cet effet, le Centre Ouest-Africain de Formation et d'Etudes Bancaires (COFEB) est positionné comme un centre qui assure le rôle de leader en matière de renforcement de capacités dans les domaines bancaire, financier et économique en Afrique. La nouvelle gamme de programmes de formation bancaire présente quelques avantages aux participants.

Des formations de

haut niveau

La nouvelle gamme de programmes courts à la carte et 100% en ligne est destinée aux cadres du secteur bancaire et financier qui souhaitent renforcer leurs compétences dans des domaines d'expertise de leurs choix et en fonction de leur propre rythme. Selon les caractéristiques des programmes, il y a 16 modules d'une journée qui sont proposés dès l'année 2022, répartis en trois univers thématiques. Il s'agit de : Univers Finance (5 modules au choix) ; La blockchain : une révolution dans le domaine de la technologie financière ; Évolution récente du marché financier international : défis et opportunités pour les banques africaines ; Connaissance et maîtrise des nouvelles techniques de financement des entreprises de la nouvelle économie ; Le partenariat PPP : montage et gestion technique à l'usage de la banque africaine ; Finance verte et du-



table : concepts, pratique et perspectives ; Univers Stratégie et Digital (6 modules au choix) ; La banque et la finance à l'ère du numérique, les nouvelles règles du jeu ; Gérer les nouveaux risques de l'économie numérique : données, IA, réputation ; Maîtriser les défis stratégiques de la banque dans un monde incertain : numérique, régulation et développement durable (ESG) ; Communication de crise et média training à l'ère du digital ; Gérer sa cybersécurité dans l'économie digitale ; Modèles d'affaires, expérience

client et stratégie marketing à l'ère du digital ; Univers Management et Leadership (5 modules au choix) ; Leadership, ses mutations et ses perspectives ; Management et relation managériale ; L'art de transmettre et de convaincre ; Changement / tensions et conflits ; Management et pilotage managérial à l'ère du digital. Cette nouvelle offre de modules courts permet l'obtention du Certificat Exécutif Bancaire (CEB) suivant les modalités bien précises. Les formations certifiantes Pour cette formation, il s'agit de : certificat Exe-

cutive Bancaire (CEB) : Nouveauté. Ce certificat s'adresse aux dirigeants et cadres du secteur bancaire et financier. Il s'obtient à l'issue d'une participation active et assidue à au moins 12 modules au choix dans le programme de formations courtes (100% en ligne) sur une période maximale de 24 mois glissants.

Certificat Exécutif Management Stratégique Bancaire (CEMSTRAT)

Ce certificat s'adresse notamment aux Directeurs Généraux de banques et établissements financiers ainsi qu'aux hauts responsables des administrations publiques et des organisations régionales. Il s'agit d'un programme de 10 jours réalisé sur une période de 6 mois, en ligne et en présentiel à Dakar. Il porte sur le pilotage de la performance des structures : vision stratégique, création de valeur, gestion des situations de crise, nouvelles approches

en matière de modèle économique.

Certificat Exécutif Bancaire pour Dirigeants à l'ère Digitale (CEB2D)

Ce certificat s'adresse en particulier aux Directeurs de départements techniques et aux cadres des institutions bancaires ou financières. Il s'agit d'un programme de 15 jours réalisé sur une période de 6 mois en ligne et en présentiel à Dakar. Il porte sur le renforcement de l'ensemble des compétences clés en matière de déploiement de stratégies innovantes, proactives et adaptées aux enjeux actuels. Il faut signaler que selon le programme de formation, les cours commencent le 08 septembre 2022 et prennent fin le 30 mai 2024. La durée de cours est de 7 heures. Les frais de formation sont de 500 000 FCFA par module. Le douzième module est offert dans le cadre d'un parcours certifiant individuel.

Soutien aux migrants

L'Oim vole au secours de 20 migrants à Djougou

L'Organisation Internationale pour les migrations (OIM) en collaboration avec la Mairie de Djougou a procédé à la remise officielle de biens à vingt migrants béninois revenus volontairement avec l'appui de l'Oim de l'Algérie et bénéficiaires de l'aide à la réintégration. La cérémonie présidée par le docteur Abdoul Malik Séibou, Maire de la Commune de Djougou a connu la présence des agents de terrain de l'Oim basés à Djougou.

Cette remise officielle et symbolique de biens entre dans le cadre du programme d'aide au retour volontaire financé par le Netherland à travers l'initiative Cooperation on Migration and Partnerships to Achieve Sustainable Solutions et mis en œuvre par l'Oim. Ledit programme a pour objectif de répondre aux besoins économiques, sociaux et psychosociaux des migrants de retour volontaire.

Selon Idrissa Adama Tamboura, chargé de bureau de l'organisation internationale pour les migrations au Bénin, l'Oim entend renforcer les capacités de résilience des migrants de retour volontaire à refaire leur vie dans leur pays d'origine. Elle fournit également à travers son programme d'aide au retour volontaire et à la réintégration un appui au développement local et contribue à atténuer les facteurs de la migration irrégulière. Ces 20 migrants pourront s'installer à leur propre compte et mener une activité génératrice de reve-



nus à même de leur permettre de vivre dignement dans leur communauté d'origine.

Le Maire de la Commune de Djougou, dans son franc parlé qu'on lui connaît n'est pas allé par quatre chemins dans une démarche pédagogique, pour montrer les risques et méfaits liés à la migration irrégulière. La Commune de Djougou enregistre en effet, un nombre de plus en plus important de ses ressortissants qui prennent le chemin de la migration irrégulière au péril de leur vie et en toute méconnaissance des dangers sur les routes de la migration irrégulière. Il s'est agi pour le

docteur Abdoul Malik Séibou d'inviter les populations de Djougou à mieux s'informer afin de ne pas mettre à risque leur vie. L'autorité communale a exhorté les migrants bénéficiaires à bien gérer les biens qui leur sont octroyés. Il faut préciser que, les biens d'une valeur de 18 millions de francs CFA sont composés de trois lots de produits alimentaires et divers (pagnes, sacs de riz, cartons de tomates, de savons, de pâtes alimentaires), quatre tricycles et treize bœufs.

Emmanuel Akakpo
(Br Atacora-Donga)

Assemblée générale constitutive de l'AIPES

Les priorités de Gabriel Honfin

Les instituteurs de la promotion 82 spéciale, purs produits de l'Ecole Normale des instituteurs et institutrices du Zou (ENI Zou) étaient en Assemblée générale constitutive au collège catholique Mgr Steinmetz de Bohicon, d'où ils étaient tous partis. A la faveur du 40ème anniversaire de leur sortie officielle de l'ENI, célébré le samedi 06 août 2022, ils ont mis sur les fonds baptismaux leur amicale en vue de maintenir les liens fraternels qu'ils avaient tissés.

« Permettez-moi de déposer le tablier en octobre 2023 ». Cet sont-là les premiers mots prononcés par le président de l'Amicale des instituteurs et institutrices promotion spéciale (AIPES). En quatorze mois, Gabriel Togbévi Honfin a promis d'insuffler une nouvelle dynamique à leur creuset. Le doter d'un arsenal juridique conséquent permettant de faire asseoir définitivement l'AIPES. Sur ce chantier où les défis à relever sont énormes, le président du bureau exécutif attend tout le monde sans exception notamment l'équipe ayant conduit les préparatifs de l'AG pour la célérité du travail. A l'issue de ce travail de fond, Gabriel Togbévi Honfin pourra remettre le flambeau à un autre pour continuer la route. « Nul ne sera de trop dans la construction de cette œuvre commune », a souligné le président de l'AIPES. Il a, par ailleurs, témoigné toute sa reconnaissance à tous ceux qui de près ou de loin



ont contribué à la réussite de l'organisation notamment le président du comité d'organisation, Raymond Djessou et son équipe qui ont su rallier tout le monde à la cause. Mais avant, les instituteurs et Institutrices se sont confiés à Dieu à travers une messe d'action de grâce célébrée par le père Michael Yévidé, Vicaire de la paroisse St Charles Lwanga. Dans son sermon, il magnifia ces enseignants qui se sont sacrifiés pour la Nation trente ans durant. « Vous êtes les pionniers de la Nation. Vous avez fait ce que vous pouvez. Sans vous les enseignants, il n'y aura pas d'hommes accom-

plis », a-t-il laissé entendre. A en croire ses propos, bien qu'ils ne soient plus en activité, ils peuvent toujours être utiles. « Soyez une référence pour la jeune génération. Aujourd'hui l'éducation est à terre. Donc n'attendez pas que les enseignants d'aujourd'hui viennent vers vous d'abord avant de les assister », va-t-il recommander. A l'issue de l'eucharistie, ils sont passés à l'étude, à l'amendement et à l'adoption des textes fondamentaux de l'amicale.

Rock Amadji
(Correspondant
Zou-Collines)

Trafic mondial de drogues

L'Afrique de l'Ouest, plaque tournante avec des records de saisies

La vulnérabilité de l'Afrique de l'Ouest face au trafic de drogue s'est accentuée ces dernières années. Située à la croisée de plusieurs routes très utilisées par les narcotrafiquants, la région enregistre régulièrement des saisies ou des événements liés au trafic de drogue.

● **Félicienne HOUËSSOU**

L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) révèle qu'entre 2019 et 2022 au moins 57 tonnes de cocaïne ont été saisies en Afrique de l'Ouest ou en route vers cette région, principalement au Cap-Vert (16,6 tonnes), au Sénégal (4,7 tonnes), au Bénin (3,9 tonnes), en Côte d'Ivoire (3,5 tonnes), en Gambie (3 tonnes) et en Guinée-Bissau (2,7 tonnes). Ces données constituent le panorama du trafic de cocaïne en Afrique de l'Ouest. Les trafiquants de drogue utilisent souvent la région comme point de transit pour la cocaïne en route de l'Amérique du Sud vers l'Europe. Les trafiquants sud-américains de cocaïne redirigent leur production vers le marché européen, en utilisant l'Afrique comme une étape intermédiaire. Ceci pour pallier la saturation du marché américain, l'indépendance accrue des cartels mexicains et la fermeture de la route des Caraïbes. Estimant qu'environ 50 tonnes de cocaïne destinées au marché européen transitent chaque année par le golfe de Guinée, l'ONUDC a plusieurs fois alerté le monde sur cette "attaque" sur l'Afrique. Contrairement à la cocaïne et l'héroïne qui sont des drogues de transit qui ne sont pas produites sur le continent africain, le tramadol prend ses racines en Afrique. Le haschich ou cannabis est largement cultivé en Afrique et transporté vers l'Europe, notamment par des réseaux nigériens. En 2018, les saisies de cannabis ont augmenté de moitié et l'Afrique se place au second rang mondial derrière l'Amérique du Sud. Les estima-

tions de la même année révèlent que le Maroc cultive près de 50.000 hectares de cannabis pour une production estimée à plus de 24.000 tonnes. Le tramadol développé par une entreprise allemande dans les années 1970 a vu son usage non médical se diffuser dans toute l'Afrique de l'Ouest. Le Nigeria, le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Niger, rien que des pays de l'Uemoa sont les plus concernés par le trafic et la consommation de ce médicament moins cher que l'héroïne.

Des quantités record de cocaïne saisies

La marine et la police militaire guinéennes ont annoncé le jeudi 4 août dernier une saisie d'environ trois tonnes de cocaïne qu'elles ont trouvées cachées sur un navire ancré dans les eaux guinéennes. « Deux cargaisons (de drogue) ont été saisies », a déclaré à la presse le capitaine de vaisseau Mamadou Yaya Diallo. En janvier 2021, trois tonnes de cocaïne ont été ainsi saisies à Banjul, la capitale gambienne, tandis qu'au mois de mars, la marine française a saisi six tonnes de cette même drogue au large de la Côte d'Ivoire. Le Sénégal a également saisi environ deux tonnes la même année. Dans son dernier rapport mondial sur les drogues, l'ONUDC estime que « si 90% de la cocaïne saisie dans le monde suit les routes maritimes, d'importantes saisies enregistrées au Niger (214 kg), au Burkina Faso (115 kg) et au Mali (33,9 kg) depuis 2021, démontrent que la route sahélienne reste une zone de transit relativement importante ». L'année 2019 marque



le retour de l'Afrique dans le grand jeu des trafiquants avec un record de saisies de cocaïne au sein du continent. Pour la seule année 2019, une vingtaine de tonnes ont été saisies sur le continent, dont 80% en Afrique de l'Ouest. Des quantités record de cocaïne ont été saisies en Afrique de l'Ouest en 2019, dont 9,5 tonnes provenant d'un navire qui a accosté au Cap-Vert. Selon les estimations de l'institution onusienne, les récentes saisies de cocaïne en Afrique de l'Ouest, notamment au Cap-Vert, en Guinée-Bissau, en Gambie et au Sénégal, atteignent 42 tonnes entre 2019 et 2021. « L'Afrique se consolide comme la première route en ce qui concerne le trafic de cocaïne vers l'Europe », affirme Amado Philip de Andrés, directeur régional pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale de l'ONUDC.

Les jeunes de moins de 35 ans sous le coup

A l'occasion du lancement de son rapport mondial sur les drogues, l'ONUDC souligne qu'en Afrique de l'Ouest, « 9,7% de la population âgée de 15 à 64 ans a consommé du

cannabis en 2020 et 2,4% des opioïdes pharmaceutiques à des fins non-médicales ». C'est plus que « les estimations au niveau mondial qui s'élèvent respectivement à 3,8% et 1,2% », selon l'ONUDC. En effet, l'organisme note que la consommation de drogue en Afrique touche principalement les jeunes hommes de moins de 35 ans et que 93% des personnes traitées pour des troubles liés à la consommation de drogues en Afrique sont des hommes dont l'âge moyen est d'environ 30 ans. Au Bénin, la toxicomanie touche essentiellement les jeunes et les jeunes adultes de 15 à 30 ans. Ces derniers représentent 86% des toxicomanes hospitalisés dans le service de santé mentale de l'hôpital psychiatrique de Cotonou. Environ 70% utilisent de la marijuana et des médicaments. Dans une interview accordée à Rfi, Amado Philip de Andrés, directeur régional de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, estime, par exemple, qu'il y a près de 10 000 toxicomanes au Sénégal. Selon Amado Philip de Andrés, le continent compte trois routes principales de transit pour

les trafiquants. « La route de Nouakchott qui vient du Maghreb ; la route de l'héroïne en provenance de l'océan Indien qui a transité par des pays de l'océan Indien... qui s'est modifiée. Elle transite par l'Afrique de l'Est, va ensuite vers l'Afrique du Sud et repart vers l'Europe par la mer, en contournant le continent en bateau via l'Afrique de l'Ouest », souligne-t-il en indiquant que 10%-17% du produit reste dans les différents pays pour des consommateurs locaux. Ce qui facilite la consommation au niveau local.

Un trafic qui finance des conflits au Sahel et au Sahara

Le narcotrafic et l'insécurité alimentent depuis peu, une spirale délétère. En effet, un rapport de l'ONUDC indique que le commerce illégal de la drogue contribue au financement des groupes armés, alors que la déstabilisation des États de droit par les « croisades » jihadistes suscite la tentation du deal. Le rapport de l'ONUDC précise d'ailleurs que plusieurs individus soupçonnés d'être impliqués dans le deal de cocaïne, dans les pays côtiers, détenaient des passeports de pays sahéliens. Une partie de la marchandise illicite pénètre le Niger, le Burkina Faso et le Mali, au profit des organisations terroristes qui sèment depuis quelques

années la désolation. Cette implication dans le trafic de drogue a été une pièce maîtresse du déploiement d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) dans certaines régions du Sahel qui rimaient avec désœuvrement et corruption. Selon Amado Philip de Andrés, directeur régional de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, les terroristes se sont mis à fonctionner comme un groupe criminel transnational organisé et ils essaient de passer inaperçus en se mêlant aux communautés locales. Aujourd'hui, la frontière entre terrorisme et narcotrafic est plus fluide et s'adapte constamment. C'est un système informel où des membres de la population vont se mettre en rapport avec d'autres personnes pour établir un contact, pour obtenir un droit de passage. L'ONUDC souligne en outre que "les atteintes à l'État de droit générées par les conflits et les tensions politiques offrent un environnement propice à la production et au trafic de drogues, générant des revenus aux groupes armés qui, à leur tour, alimentent les conflits". « Les groupes armés sahéliens trafiquent par exemple de la résine de cannabis, principalement produite en Afrique du Nord pour les marchés de consommation d'Europe et du Moyen-Orient. Ce trafic donne parfois lieu à des affrontements meurtriers entre les groupes armés de la région », précise l'institution onusienne.

Paiements électroniques au Bénin

Plus de 6 millions de comptes associés aux services financiers mobiles

Selon le rapport d'activités 2021 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et de la Poste (Arcep Bénin), le nombre de comptes associés à des services financiers mobiles a atteint 6 360 525 clients en 2021 contre 5 253 233 clients en 2020 soit un accroissement de 21,08% par rapport à 2020.

● **Abdul Wahab ADO**

Sur les 12 731 782 abonnements enregistrés à la téléphonie mobile au Bénin en 2021, 6 360 525 clients disposent de comptes associés à des services financiers mobiles. Selon le rapport d'activités 2021 de l'Arcep Bénin, MTN MOBILE MONEY détient 4 596 827 comptes contre 1 763 698 comptes pour MOOV MONEY. Le taux de pénétration des services financiers via la téléphonie mobile a atteint 51% au 31 décembre 2021 contre 43% en 2020. Cette tendance pourra connaître une hausse en 2022 avec le lancement des activités commerciales des services financiers mobiles du 3ème opérateur de téléphonie



mobile, la SBIN SA. Il faut préciser que les transactions effectuées via la téléphonie mobile au Bénin sont relatives aux dépôts et retraits d'argent, aux achats de crédit téléphonique, aux transferts push et pull, aux paiements des salaires, aux paiements marchands, aux transferts P2P, aux transferts P2C et aux transferts internationaux entrants et

sortants. Le volume des transactions des services financiers mobiles est évalué à 930 millions de transactions en 2021, soit une moyenne journalière de 2,5 millions d'opérations. Comparé aux données de 2020, cet indicateur a connu une croissance de 54,25%. Les opérations de recharge électronique et de retrait

d'espèces sont respectivement en hausse de 34,5% et de 27,01% par rapport à 2020, et représentent respectivement 17,4% et 19% du volume global des transactions enregistrées en 2021.

413 milliards de FCFA pour les paiements électroniques en 2021

L'utilisation des services de paiement électronique a connu une progression en 2021 au Bénin. Et, cela s'est traduit en 2021 par des hausses de volume et de la valeur des paiements, respectivement de 139,4% et de 105,2%. Car, le volume et la valeur des paiements sont respectivement estimés à environ 56 millions d'opérations et 413 milliards de FCFA contre 23,3 millions d'opérations et 201 milliards de FCFA en 2020. Au 31

décembre 2021, la valeur moyenne d'un paiement électronique est estimée à 7385 FCFA contre 8615 FCFA en 2020, soit une baisse de 14,28%. La part des paiements électroniques sur l'ensemble des transactions totales s'élève respectivement en volume et en valeur à 6% et 6,8% en 2021 contre 3,87% et 4,66% en 2020. Le rapport d'activités 2021 du régulateur des télécommunications au Bénin mentionne que les transferts internationaux ne représentent que 0,5% du volume global des transactions effectuées en 2021 pour environ 5,2 millions d'opérations. Le nombre moyen de transactions par point de service est estimé à 4 457 en 2021 contre 3 463 transactions

en 2020.

La part des achats de recharge de crédit téléphonique

L'achat de crédit téléphonique représente 47% du volume des transactions réalisées en 2021 et 1,9% de leur valeur. Le volume des achats de recharge de crédit téléphonique s'est accru de 74,65% en 2021 par rapport à 2020. Pour ce qui concerne les transferts nationaux, ils sont constitués des transferts P2P et des transferts P2C. Le volume des transferts nationaux a atteint 89,2 millions de transactions en 2021 contre 62,99 millions de transactions en 2020 soit un accroissement de 41,6%. Les transferts nationaux représentent 9,6% du volume des transferts effectués via la téléphonie mobile en 2021.

Sous le parrainage de ROMUALD WADAGNI
Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances



1er FORUM DE L'ECONOMISTE

COTONOU - 16 & 17 SEPTEMBRE 2022

Thème central :

Efficacité de l'information économique et financière pour la croissance durable en Afrique Subsaharienne

Au Programme :

Panels - Partage d'expériences - Activités sociales et touristiques - Soirée de Gala et distinction de partenaires

Lieu : Azalaï Hôtel de Cotonou



+229 97 09 64 17 / +229 60 91 78 00
www.leconomistebenin.com



**Avec ARESS,
vivez l'Énergie,
l'Énergie de Qualité
pour tous**

LA QUALITE POUR TOUS

